

# Tchécoslovaquie

**Lucrezia Reichlin,**

*Département des études de l'OFCE*

Peuplée d'environ 15 millions d'habitants et occupant une superficie de 127 860 km<sup>2</sup>, la Tchécoslovaquie se range, parmi les pays de l'Est, après la RDA et au même niveau que la Pologne par sa densité (122 habitants/km<sup>2</sup>). Après sa création en 1918 (Traité de Versailles), elle a connu un régime démocratique jusqu'en 1938. Depuis 1948, date à laquelle le parti communiste a obtenu le contrôle complet de la politique et de l'économie, la Tchécoslovaquie est organisée selon le modèle de l'économie planifiée. Le nouveau gouvernement, élu démocratiquement au printemps dernier, s'est cependant engagé dans des réformes économiques et politiques fondamentales.

## Principales caractéristiques de l'économie

La population est caractérisée par un taux de natalité faible et décroissant, ce qui entraîne un vieillissement démographique (tableau 1) et contribue au problème de l'insuffisance de la main-d'œuvre.

### 1. Indicateurs démographiques

|      | Population en millions | - 15 ans en % | + 65 ans en % | Taux de mortalité infantile (a) | Taux de mortalité (b) | Taux de natalité (b) |
|------|------------------------|---------------|---------------|---------------------------------|-----------------------|----------------------|
| 1950 | 12,4                   | 23,8 (c)      | 7,6 (c)       | 77,7                            | 11,5                  | 23,3                 |
| 1970 | 14,3                   | 23            | 11,7          | 22,1                            | 11,5                  | 15,9                 |
| 1989 | 15,6                   | 24            | 11            | 13                              | 12                    | 14                   |

Superficie : 127 870 km<sup>2</sup>

Densité (1989) : 122 habitants / km<sup>2</sup>

(a) pour 1 000 naissances.

(b) pour 1 000 habitants.

(c) 1947.

Sources : INED, *Population et sociétés*.

## 2. Structure du produit matériel net en 1987

| Par origine              |               | Par utilisation           |               |
|--------------------------|---------------|---------------------------|---------------|
| Prix courants            | en % du total | Prix courants             | en % du total |
| Agriculture .....        | 7,6           | Consommation privée ..... | 54,5          |
| Industrie.....           | 59,8          | Consommation sociale..... | 25,7          |
| Construction.....        | 10,8          | Accumulation.....         | 19,8          |
| Services productifs..... | 21,8          |                           |               |
| Total.....               | 100,0         | Total.....                | 100,0         |

Source : The Economist Intelligence Unit, *Czechoslovakia Country Report*, N° 1, 1990.

3. Structure de la population active  
(en % du total)

|   | 1960     | 1980 | 1988 |
|---|----------|------|------|
| Agriculture .....   | 23,8     | 12,5 | 12,1 |
| Industrie .....   | 36,3     | 37,2 | 36,6 |
| Autres .....  | 39,9     | 50,3 | 51,3 |
| Total .....   | 100      | 100  | 100  |
| Part de la population active dans la population totale en % ..... | 47,2 (a) | 51,4 | —    |

(a) pour 1961.

Sources : FMI, *World Economic Outlook*, mai 1990, et BIT (part de la population active).

La Tchécoslovaquie est le pays socialiste le plus industrialisé. On estime que le secteur industriel représente environ 60 % du produit matériel net (PMN) (tableau 2) et emploie 36,6 % de la population active (tableau 3). Les évaluations du revenu par tête diffèrent grandement selon les sources : d'après la CIA, le PNB par habitant aurait atteint environ 7 000 dollars en 1989, niveau équivalent à 63 % du PNB par habitant aux Etats-Unis, ce qui placerait la Tchécoslovaquie au second rang des économies socialistes, derrière la RDA ; mais PlanEcon l'évalue à 47 % du PNB par habitant américain, soit une valeur proche de celle de la Grèce, tandis qu'en termes de parités de pouvoirs d'achat, il est estimé proche de celui de l'Espagne.

Selon l'Economist Intelligence Unit (EIU), l'investissement représentait, en 1987, 20 % du PMN (tableau 2) ; selon l'ONU, en revanche, sa part serait de 32,5 % en 1989, ce qui situerait la Tchécoslovaquie parmi les pays du CAEM ayant un taux d'investissement élevé. Pourtant, le manque d'efficacité et la faiblesse structurelle de l'industrie constituent des obstacles importants au développement économique futur du pays. Parmi les causes principales de ces difficultés, on peut citer :

- La part excessive de l'industrie lourde, grande consommatrice d'énergie, et de l'industrie de l'armement.
- La faible productivité, notamment du travail, et la consommation élevée d'intrants par unité de produit : ainsi la fabrication d'un produit nécessite en moyenne plus d'un tiers d'opérations manuelles en plus que n'en exige celle d'un produit analogue à l'Ouest.
- L'insuffisance de la production d'énergie. Suite aux préoccupations écologiques du gouvernement au début des années quatre-vingt, un transfert a été opéré du charbon vers le nucléaire, qui réalise maintenant 28,2 % de la production d'électricité. Cependant, bien que la production des centrales nucléaires ait augmenté ces dernières années, l'énergie reste un problème pour le développement économique.

Le principal partenaire commercial de la Tchécoslovaquie est l'URSS (43 % des exportations et 40 % des importations en 1988) (tableau 4) avec laquelle elle dégage un surplus commercial. Bien que les prix pratiqués pour les exportations vers l'URSS soient basés sur des prix mondiaux moyens, on estime généralement qu'ils sont surévalués ; les surplus en roubles correspondent probablement à des déficits en dollars. Plus généralement, le commerce avec la zone socialiste constitue le bloc principal des échanges extérieurs. Ceci pose des problèmes du fait de l'absence d'un véritable mécanisme de compensation multilatéral. Cependant, au cours des dernières années, les autorités ont essayé

#### 4. Commerce extérieur par région, 1988

|                                 | Destinations principales<br>des exportations<br>(% du total) | Origines principales<br>des importations<br>(% du total) |
|---------------------------------|--|--|
| <b>Pays socialistes</b> .....   | 79,0   | 77,9   |
| dont :                          |  |  |
| • URSS.....                     | 43,1   | 40,3   |
| • Pologne.....                  | 10,3   | 10,6   |
| • RDA.....                      | 8,8  | 10,6   |
| <b>Pays non socialistes</b> ... | 21,0   | 22,1   |
| • CE.....                       | 9,9  | 10,9   |
| dont :                          |  |  |
| • RFA.....                      | 4,6  | 5,6  |
| • Autriche.....                 | 2,5  | 3,2  |

Source : The Economist Intelligence Unit, *Czechoslovakia Country Report*, N° 1, 1990.

d'encourager les exportations vers l'Ouest <sup>(1)</sup>. Comme le montre le tableau 5, les échanges ont été déficitaires vis-à-vis des pays non socialistes en 1987. Mais, d'une part cela se produisait pour la première fois depuis 1978 et d'autre part les performances récentes sont encourageantes. La stabilisation a remplacé la croissance dans les préoccupations du gouvernement ces dernières années et le résultat en a été des soldes courants équilibrés ou faiblement négatifs. Ceci a permis de maintenir la dette extérieure à un niveau relativement faible pour la région (voir plus loin).

*5. Commerce extérieur avec les pays non socialistes par produits , 1987  
(millions de US \$)*

|  | Exportations | Importations |
|--|--------------|--------------|
| Machines et équipement .....                       | 1 258        | 1 978        |
| Produits énergétiques, minéraux<br>et métaux ..... | 1 100        | 781          |
| Bien de consommation<br>(alimentation exclue)..... | 988          | 598          |
| Matières premières<br>(alimentation exclue).....   | 556          | 667          |
| Chimie, engrais, caoutchouc .....                  | 517          | 502          |
| Total incluant autres rubriques .....              | 4 749        | 4 891        |

Sources : The Economist Intelligence Unit, *Czechoslovakia Country Report*, N° 1, 1990.

## Tendances historiques

Comme la plupart des autres économies socialistes, la Tchécoslovaquie a connu une croissance économique soutenue pendant de nombreuses années : les données officielles évaluent la croissance du PMN à prix constants à 7,5 % par an dans les années cinquante et à 6,2 % en moyenne entre 1948 et 1975. Ces chiffres officiels sont toutefois nettement inférieurs à ceux du FMI (tableau 6). Cependant, comme dans les autres économies socialistes, la croissance s'est ralentie dans les années soixante-dix et a stagné au début des années quatre-vingt. En revanche, la Tchécoslovaquie est le seul pays du CAEM qui n'a pas

(1) Voir les mesures relatives à la part des devises convertibles que les entreprises exportatrices peuvent conserver.

## 6. Croissance économique comparée

|                           | PIB en volume (a) |           |           | PIB par tête en volume (a) |           |           |
|---------------------------|-------------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|-----------|
|                           | 1951-1973         | 1974-1982 | 1983-1988 | 1951-1973                  | 1974-1982 | 1983-1988 |
| Tchécoslovaquie .....     | 3,8               | 1,8       | 1,8       | 3,1                        | 1,1       | 1,4       |
| Europe de l'Est (b) ..... | 4,7               | 1,9       | 2,7       | 4,0                        | 1,3       | 2,3       |
| Pays industrialisés ...   | 4,9               | 2,1       | 3,1       | 3,7                        | 1,4       | 2,5       |
| Corée .....               | 7,5               | 6,9       | 9,9       | 5,2                        | 5,2       | 8,4       |

(a) taux de croissance annuels.

(b) moyenne pondérée des PIB.

Source : FMI.

connu d'amélioration de son taux de croissance entre 1985 et 1988 et elle figure aujourd'hui dans le groupe des économies socialistes à faible taux de croissance.

Ces mauvaises performances semblent liées aux difficultés de restructuration industrielle et aux conséquences d'une politique économique conservatrice adoptée par le gouvernement en réponse aux chocs subis par la sphère réelle au début des années quatre-vingt, et qui a prévalu tout au long de la décennie : l'économie était particulièrement vulnérable aux chocs pétroliers en raison de la quantité élevée d'énergie et de consommations intermédiaires requises par unité de produit.

Depuis 1948, plusieurs phases du développement économique peuvent être distinguées :

- **De 1948 à 1955** : Les ressources étaient essentiellement consacrées au secteur industriel, et les investissements particulièrement importants dans le secteur de l'armement et celui de l'industrie lourde. Les taux de croissance de la production industrielle étaient élevés et d'un niveau comparable à ceux des pays à croissance rapide tels que l'Italie et la France. Le développement accéléré du secteur industriel — et en particulier de la production de biens d'investissement — avait alors la priorité sur la croissance et la modernisation du secteur des biens de consommation et de l'agriculture. L'investissement brut a atteint pendant cette période un sommet — près de 30 % du revenu national.

- **De 1956 à 1968** : Il se produisit une évolution vers une plus grande flexibilité, tant au niveau de la gestion des entreprises que du commerce extérieur. En particulier, les échanges avec les pays non socialistes augmentèrent, grâce à l'accroissement du commerce avec

les pays en développement. A partir de 1963, il y eut un débat sur les réformes économiques et, en 1965, des mesures introduisirent une certaine décentralisation. L'objectif de la réforme consistait aussi en une évolution vers une stratégie de croissance intensive, alors que la croissance extensive des années cinquante se heurtait à une limitation des ressources énergétiques et à la rareté de la main-d'œuvre. Ce n'est pourtant qu'en 1968 que de réels changements furent introduits, vite interrompus par l'intervention militaire soviétique du mois d'août.

● **Les années soixante-dix** : Entre 1971 et 1975, contrairement aux autres pays du CAEM, l'économie tchécoslovaque connut une croissance rapide, au taux annuel moyen de 5,7 % (tableau 7). Ces bonnes performances ont été attribuées aux effets de la réforme économique de la fin de la décennie précédente (Blaha, 1986) : modernisation de l'agriculture et modification dans l'industrie des secteurs-cibles de l'investissement, de l'industrie lourde vers l'industrie mécanique et les biens d'équipement. Cependant les problèmes structurels de l'industrie perdu-

7. *Quelques indicateurs de croissance économique 1971-1980  
(taux de croissance annuels)*

|   | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|-----------|-----------|
| Produit matériel net .....  | 5,7       | 3,7       |
| Industrie.....  | —         | 3,4       |
| Agriculture.....  | —         | 0,5       |
| Absorption.....   | 4,9       | 2,2       |
| Consommation.....   | 5,3       | 2,5       |
| Accumulation .....  | 8,6       | 1,4       |
| Emploi.....   | 0,5       | 0,7       |
| Productivité du travail .....                                       | —         | 1,1       |
| Productivité du capital .....                                       | —         | -3,6      |
| Exportations (en volume).....                                       | 6,3       | 6,3       |
| Importations (en volume).....                                       | 6,5       | 2,9       |
| Solde commercial (milliards de dollars).....                        | -0,2      | -0,7      |
| Solde courant en monnaie convertible<br>(milliards de dollars)..... | —         | -0,2 (a)  |

(a) 1977-1980.

Source : UN, ECE, *Economic Survey of Europe*, 1989-1990.

raient et les performances se détériorèrent entre 1976 et 1980. Ces cinq années enregistrèrent un ralentissement du taux de croissance du PMN (3,7 % en 1976-1980 contre 5,7 % en 1971-1975) et de la production industrielle, ainsi qu'une augmentation des coûts dans l'agriculture. De plus, la balance commerciale, excédentaire jusqu'en 1972, devint déficitaire, conséquence à la fois d'un accroissement des importations d'énergie et de matières premières et d'une baisse des exportations de produits manufacturés. On investit beaucoup, mais l'économie s'avéra incapable de mettre à profit les nouvelles capacités et le stock d'investissements inachevés augmenta rapidement. En même temps, malgré une dégradation des termes de l'échange et une limitation des importations de pétrole et d'autres produits énergétiques en provenance de l'URSS, les autorités tchécoslovaques se refusaient à emprunter des devises fortes pour financer des importations de l'Ouest. Elles préférèrent suivre une politique déflationniste visant à réduire les importations occidentales en freinant la croissance de la production industrielle et du volume des investissements. Les pénuries d'énergie et de consommations intermédiaires importées qui en résultèrent, créèrent des goulets d'étranglement dans la production, prolongeant le ralentissement général qui n'avait été planifié que pour la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt.

## **Les années quatre-vingt et les performances économiques récentes**

Les années quatre-vingt ont été une période de stagnation. De 1981 à 1989, le PMN réel a augmenté à un taux annuel de 1,9 %, contre 3,7 % pendant la période 1976-1980. La Tchécoslovaquie a partagé avec d'autres pays de l'Est et de l'Ouest l'expérience d'une croissance nulle ou négative jusqu'en 1982, mais au contraire des autres pays, sa croissance ne s'est améliorée que très faiblement de 1982 à 1984, et, depuis 1984, les taux de croissance annuels diminuent régulièrement.

### **La production**

La mauvaise performance des années quatre-vingt est principalement liée aux événements d'origine extérieure (chocs pétroliers, taux d'intérêt élevés et fluctuations du commerce international) qui ont réduit partout les opportunités d'exportation. Le plan 1981-1985 réagissait en fixant des objectifs de croissance plus faibles (de l'ordre de 1,6-2,2 % pour le PMN, le plus faible objectif enregistré dans l'histoire du pays), et en donnant la priorité au rétablissement d'un développement équilibré. Alors que le taux de croissance en 1981-1985 fut lent, mais conforme aux objectifs du plan, la croissance depuis 1986 a été constamment inférieure aux objectifs et plus faible que dans les autres pays de l'Est. 1989 a confirmé la tendance : officiellement le PMN a aug-

menté au taux de 1,5 %, mais quelques sources occidentales l'estiment à 0,5 %. Quoi qu'il en soit, le taux de croissance de 1989 est le plus faible depuis 1981-1982, où il fut négatif. Les prévisions pour 1990 sont, elles aussi, sombres : 1,4 % d'après l'EIU, 0 % d'après PlanEcon.

- **L'industrie** : Le taux de croissance de la production industrielle a été de 2,3 % entre 1981 et 1989, 0,4 points au dessus de celui du PMN réel. Cependant les deux dernières années, les taux de croissance ont baissé et la performance de 1989 fut particulièrement mauvaise : alors que les chiffres officiels (tableau 8) évaluent la croissance à 2,2 % en 1989, il a été estimé que le taux effectif a été de 1,2 %, contre un taux planifié de 2 %. Pour 1990, on prévoit 1,3 % (EIU). Cela tient en partie à une baisse de l'utilisation d'énergie (chute de la demande de charbon brun) et en partie à une réduction de la production militaire (diminution du stock d'armes du Pacte de Varsovie). Les nouveaux secteurs stagnent, en particulier l'électronique et les biens électriques. La décélération est surtout sensible dans le secteur des biens de production en raison des réductions d'exportations vers les pays socialistes. La production de certains biens de consommation a augmenté mais le secteur de la construction mécanique dont la part dans la production industrielle est de 31 %, n'a crû que de 0,5 %, contre une moyenne annuelle de 4,8 % en 1981-1985 et de 3,9 % en 1986-1988.

- **L'énergie** : Les années quatre-vingt sont caractérisées par une politique d'accroissement de la production d'énergie nucléaire et de réduction de la production de charbon. En 1989 la production d'énergie nucléaire a continué d'augmenter (au rythme de 10 %), permettant de diminuer les importations grâce à une hausse de 2,7 % de la production totale d'énergie électrique. Dans le même temps le déclin de la consommation de pétrole a été confirmé par les réductions d'importations de brut ; il en a été de même pour la consommation de charbon brun. Ces évolutions traduisent un certain succès de la politique énergétique du gouvernement. Cependant l'avenir soulève la question de savoir si la production d'énergie nucléaire pourra continuer d'augmenter au rythme nécessaire pour satisfaire une demande accrue d'électricité, étant donné ses coûts croissants et les problèmes de sécurité.

- **L'agriculture** : Entre 1981 et 1989, le taux de croissance moyen a été légèrement négatif (- 0,1 %), mais la performance de 1989 est satisfaisante puisque la croissance, au taux de 2 %, a dépassé l'objectif officiel de 1,3 %. L'EIU prévoit pour 1990 un accroissement de 1,4 % de la production agricole.

## L'absorption

- **L'investissement** : De 1981 à 1989, le taux de croissance annuel moyen de l'investissement net a été de - 3,6 %. Au début des années quatre-vingt, l'investissement a été fortement affecté par des politiques restrictives ; toutefois, de 1981 à 1985, le déclin a été encore plus important que ce qui avait été planifié. Le retournement de 1985-1986 reflète la décision d'entamer de nouveaux projets d'investissement

## 8. Performances économiques dans les années quatre-vingt

|   | 1981   | 1982  | 1983  | 1984  | 1985  | 1986 | 1987  | 1988  | 1989 | 1981-1989 | 1981-1984 | 1985-1989 |
|---|--------|-------|-------|-------|-------|------|-------|-------|------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Production (a)</b>                         |        |       |       |       |       |      |       |       |      |           |           |           |
| • Produit matériel net .....                  | - 0,2  | 0,2   | 2,3   | 3,3   | 3,1   | 2,6  | 2,1   | 2,3   | 1,5  | 1,9       | 1,4       | 2,3       |
| • Agriculture .....                           | - 14,4 | 11,0  | 0,2   | 8,6   | - 6,5 | 3,2  | - 3,4 | - 1,0 | 1,0  | - 0,1     | 1,4       | - 1,3     |
| • Industrie .....                             | - 0,1  | - 1,6 | 1,6   | 4,9   | 3,4   | 3,1  | 3,9   | 3,3   | 2,2  | 2,3       | 1,2       | 3,2       |
| <b>Solde commercial (b) .....</b>             | - 5,6  | 2,0   | 10,6  | 20,5  | 21,9  | 10,9 | 5,8   | 8,1   | 9,0  | 9,24      | 6,9       | 11,1      |
| <b>Absorption (a)</b>                         |        |       |       |       |       |      |       |       |      |           |           |           |
| • Dépense intérieure .....                    | - 3,3  | - 1,6 | 0,7   | 1,2   | 3,1   | 4,9  | 2,8   | 1,9   | 1,6  | 1,3       | - 0,7     | 2,9       |
| • Consommation .....                          | 2,6    | - 1,1 | 2,7   | 2,9   | 2,7   | 3,4  | 3,6   | 4,3   | 1,8  | 2,6       | 1,8       | 3,2       |
| • Investissement .....                        | - 21,6 | - 3,6 | - 8,0 | - 6,7 | 5,4   | 12,2 | - 1,1 | - 9,8 | 0,4  | - 3,6     | - 10,0    | 1,4       |
| <b>Investissement/PMN<sup>(c)</sup> .....</b> | 19,7   | 19,3  | 17,6  | 16,3  | 16,6  | 17,8 | 17,1  | 15,1  | 14,9 | 18,2      | 20,2      | 16,6      |

(a) taux de croissance annuels en volume (prix de janvier 1984).

(b) milliards de couronnes, prix courants.

(c) ratio de l'investissement net en volume au PMN en volume.

Sources : Czechoslovak Statistical Yearbook, 1989 ; PlanEcon.

orientés vers des changements structurels et la modernisation. Le but était, et est toujours, de diminuer la consommation d'énergie et autres produits intermédiaires et de développer la production de biens de consommation. Les résultats n'ont pas été satisfaisants et, alors que dans d'autres pays du CAEM la croissance de l'investissement a été positive dans la seconde moitié des années quatre-vingt, elle a été encore négative en 1987 et 1988 en Tchécoslovaquie. Enfin en 1989 l'investissement net a stagné avec un taux de croissance de 0,4 %.

● **La consommation** : Avec un taux de croissance annuel de 2,6 %, la consommation a augmenté plus vite que le PMN et l'investissement en 1981-1986. La croissance de la consommation a constitué un objectif important de la politique économique, malgré le contexte de ralentissement de la croissance générale. Cependant la croissance de la consommation en 1989 a été la plus faible depuis 1981 avec un taux de 1,8 %.

### L'emploi et la productivité

Le déclin de la productivité du capital (tableau 9) reflète quant à lui la croissance rapide du volume des actifs immobilisés dans la sphère matérielle. Il est dû à l'insuffisance du progrès technique incorporé aux nouveaux investissements, à la lente mise au rebut des équipements obsolètes et aux faibles taux d'utilisation des capacités de production.

9. Indicateurs de l'offre (taux de croissance annuels)

|                             | 1976-1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 |
|-----------------------------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Emploi                      | 0,8       | 0,7  | 0,4  | 0,4  | 0,9  | 1,0  | 1,3  | 0,6  | 0,6  | 0,4  |
| Productivité du travail (a) | —         | —    | —    | 5,7  | 3,5  | -2,1 | 2,5  | 2,1  | 2,4  | 1,3  |
| Productivité du capital (b) | —         | —    | —    | 7,0  | 4,9  | 5,4  | -2,0 | -2,1 | -2,1 | —    |

(b) produit matériel net par employé dans le secteur matériel.

(a) produit matériel net par unité d'actifs fixes dans le secteur matériel.

Sources : UN, ECE, *Economic Survey of Europe*, 1989-1990.

### Prix, revenu et dépenses

Le tableau 10 met en parallèle les estimations officielles et occidentales de l'inflation. Malgré la grande différence entre les deux séries de chiffres, elles montrent toutes deux une accélération de l'inflation depuis 1987. Par contre, le profil des salaires et revenus réels est très

## 10. Revenus et épargne des ménages

|   | 1981-1985    | 1986         | 1987       | 1988       | 1989         |
|---|--------------|--------------|------------|------------|--------------|
| Revenu réel par tête (%)<br>(taux de croissance annuel)                                 | 2,0          | 2,6          | 3,6        | 3,7        | 1,6          |
| Salaire réel par travailleur (%)<br>• estimations officielles<br>• estimations PlanEcon | 0,1<br>- 1,5 | 1,1<br>- 0,4 | 1,9<br>0,4 | 2,1<br>0,5 | 3,8<br>- 2,4 |
| Dépôt d'épargne par rapport aux ventes au détail  | 0,691        | 0,771        | 0,802      | 0,808      | 0,817        |
| Épargne/Revenu disponible   | 4,38         | 4,97         | 5,11       | 4,36       | 3,46         |
| Prix à la consommation<br>• estimations officielles (a)<br>• estimations PlanEcon       | 1,8<br>3,5   | 0,4<br>2,0   | 0,1<br>1,6 | 0,2<br>2,2 | 1,5<br>4,0   |

(a) indice du coût de la vie des salariés.

Sources : UN, ECE, *Economic Survey of Europe*, 1989-1990, et PlanEcon.

différent selon les sources. En particulier, d'après PlanEcon, une baisse importante du salaire réel par travailleur se serait produite en 1989 (- 2,4 %).

Le rapport entre les dépôts d'épargne et les ventes au détail est un indicateur du pouvoir d'achat thésaurisé par la population qui traduit un excès de demande potentielle. Ce rapport est élevé et croissant tout au long de la décennie. Le haut niveau de l'épargne accumulée explique d'un autre côté que le ratio du stock d'épargne des ménages à leur revenu disponible décroisse (en 1989 le taux était de 3,46 contre une moyenne annuelle de 4,81 en 1986-1988 et de 4,38 en 1981-1985). Ce niveau élevé d'encaisses accumulées constitue une menace d'inflation pour l'avenir.

### La balance commerciale

Les années quatre-vingt ont été une période de relative stagnation du commerce international. De 1981 à 1989, le volume des exportations a augmenté au taux annuel de 3,2 % (contre 6,3 % au cours de la décennie précédente), alors que les importations augmentaient à un taux de 1,7 % (contre un taux annuel moyen de 4,7 % dans les années soixante-dix).

Les performances ont été particulièrement mauvaises au cours des deux dernières années. Le volume des exportations en 1989 a diminué, pour la première fois de la décennie, de 3,1 %. Cette baisse est due à la diminution de la demande d'exportations de la part de l'URSS (pour les machines, les équipements et les biens de consommation industriels).

11. Commerce international par zones (1980, 1985 et 1988)  
(en % du total en valeur)

| Groupe de partenaires         | Exportations |      |      | Importations |      |      |
|-------------------------------|--------------|------|------|--------------|------|------|
|                               | 1980         | 1985 | 1988 | 1980         | 1985 | 1988 |
| CAEM                          | 63,4         | 70,3 | 73,0 | 64,7         | 74,6 | 72,6 |
| • URSS                        | 35,6         | 43,7 | 43,1 | 36,0         | 46,0 | 40,3 |
| • Autres                      | 27,8         | 26,6 | 29,9 | 28,7         | 28,6 | 32,3 |
| OCDE <sup>(1)</sup>           | 21,8         | 15,8 | 16,3 | 24,3         | 15,3 | 18,6 |
| Reste du monde <sup>(2)</sup> | 14,8         | 14,0 | 10,8 | 10,9         | 10,1 | 8,8  |

(1) sauf Australie et Nouvelle Zélande, mais incluant la Yougoslavie.

(2) pays en développement et pays socialistes hors CAEM.

Sources : OCDE, *Perspectives économiques*, N° 47, juin 1990.

Cependant, les exportations vers les pays non socialistes en 1989 ont augmenté au taux de 3 % en termes réels, hausse qui est davantage le fait des matières premières et des biens d'alimentation, que des machines, équipements et biens de consommation industriels (source PlanEcon).

Globalement, selon PlanEcon, le commerce international a enregistré dans les années quatre-vingt, une augmentation des recettes des exportations vers les pays développés de l'Ouest (30 % depuis 1980) et des importations en provenance de ces pays (11 % en plus), compensant la tendance à la diminution du volume du commerce avec les PED.

### La balance courante et la dette

Après plusieurs années de solde courant positif, la Tchécoslovaquie connaît depuis 1987 un déficit modéré (tableau 12) qui implique une dette également croissante. L'OCDE estimait, à la fin de 1988, la dette brute à 5,7 milliards de dollars (tableau 13), alors que des déclarations officielles plus récentes indiquent le chiffre de 7 milliards de dollars pour la fin 1989.

**12. Volumes d'exportations et d'importations totales**  
**(en taux de croissance annuel, %)**  
**Soldes commercial et courant en monnaies convertibles**  
**(en milliards US \$)**

|                  | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989<br>(a) |
|------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------------|
| Exportations     | 0,5  | 5,8  | 5,9  | 9,6  | 2,6  | 1,2  | 3,4  | 3,2  | -3,1        |
| Importations     | -6,9 | 2,9  | 2,1  | 0,3  | 4,6  | 2,7  | 4,3  | 2,9  | 2,6         |
| Solde commercial | 0,2  | 0,2  | 0,2  | 0,7  | -0,1 | -0,6 | -0,3 | 0,3  | 0,2         |
| Solde courant    | -0,3 | 0,0  | 0,4  | 0,4  | 0,5  | 0,2  | -0,3 | -0,4 | -0,3        |

(a) estimations.

Sources : UN, ECE, *Economic Survey of Europe*, 1989-1990.

**13. Endettement extérieur en devises convertibles**

|   | 1981  | 1982  | 1983  | 1984  | 1985  | 1986  | 1987  | 1988  | 1989<br>(a) |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------------|
| Dette convertible<br>(millions de \$)           |       |       |       |       |       |       |       |       |             |
| • brute   | 4 598 | 3 998 | 3 612 | 3 135 | 3 489 | 4 254 | 5 322 | 5 721 | 6 900       |
| • nette   | 3 528 | 3 268 | 2 672 | 2 132 | 2 478 | 3 037 | 3 724 | 4 049 | 5 370       |
| Dette «réelle» (b)<br>(millions de \$ 1988)     |       |       |       |       |       |       |       |       |             |
| • brute   | 4 599 | 4 254 | 4 085 | 3 842 | 3 787 | 4 030 | 4 607 | 5 721 | —           |
| • nette   | 3 451 | 3 371 | 2 941 | 2 536 | 2 595 | 2 764 | 3 121 | 4 049 | —           |
| Structure par type<br>d'emprunt (en % du total) |       |       |       |       |       |       |       |       |             |
| • Prêts officiels et garantis                   | 17    | 21    | 34    | 35    | 47    | 39    | 37    | 32    | —           |
| • Prêts bancaires                               | 73    | 68    | 63    | 63    | 51    | 57    | 58    | 59    | —           |
| • FMI/BRI                                       | 0     | 0     | 0     | 0     | 0     | 0     | 0     | 0     | —           |
| • Autres (non OCDE)                             | 11    | 11    | 3     | 2     | 3     | 4     | 5     | 9     | —           |
| Ratios d'endettement                            |       |       |       |       |       |       |       |       |             |
| • Dette nette/exportations<br>de biens          | 82    | 80    | 64    | 52    | 61    | 66    | 78    | 78    | 95          |
| • Service de la dette/<br>exportations de biens | 17    | 20    | 20    | 17    | 17    | 17    | 18    | 16    | 17          |

(a) prévision.

(b) la dette réelle est évaluée à taux de change constant (1988) pour donner une indication de l'effet des variations de change.

Sources : OCDE, *Financial Market Trends*, 45, février 1990.

Cependant la Tchécoslovaquie est toujours classée parmi les pays dont le poids de la dette est modéré. Elle devrait donc pouvoir emprunter davantage dans l'optique d'une stratégie de croissance de moyen terme. Tous les indicateurs — rapport du service de la dette, rapport dette nette/exportations, vulnérabilité — témoignent d'une position relativement saine (tableau 14). Cette situation s'est améliorée par rapport aux autres pays, en particulier durant les dernières années, du fait de la politique économique restrictive. Les autorités ont été prudentes quant au financement de la restructuration par l'intermédiaire d'emprunts extérieurs. Elles ont préféré inciter les secteurs exportateurs, à accroître leurs recettes en devises convertibles (voir ci-après).

#### 14. Vulnérabilité nette (en milliards de \$)

|   | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| A. Besoin de financement total          | 1,4  | 1,2  | 0,9  | 0,8  | 0,5  | 1,3  | 2,4  | 3,1  | 3,2  |
| Déficit courant <sup>(1)</sup>          | 0,3  | 0,0  | -0,4 | -0,4 | -0,5 | -0,2 | 0,3  | 0,4  | 0,3  |
| Emprunts                                | 1,1  | 1,2  | 1,3  | 1,2  | 1,0  | 1,5  | 2,1  | 2,8  | 2,9  |
| • long terme                            | 0,2  | 0,3  | 0,5  | 0,4  | 0,4  | 0,5  | 0,6  | 0,5  | 0,6  |
| • court terme                           | 0,9  | 0,9  | 0,8  | 0,8  | 0,8  | 0,6  | 1,0  | 1,5  | 2,3  |
| B. Ressources totales                   | 1,4  | 0,9  | 1,2  | 1,3  | 1,4  | 1,8  | 2,4  | 2,7  | 2,7  |
| • réserves <sup>(2)</sup>               | 1,1  | 0,7  | 0,9  | 1,0  | 1,0  | 1,2  | 1,6  | 1,7  | 1,5  |
| • crédits inutilisés                    | 0,3  | 0,2  | 0,3  | 0,3  | 0,4  | 0,6  | 0,8  | 1,1  | 1,1  |
| C. Vulnérabilité (B - A) <sup>(3)</sup> | 0,0  | -0,3 | 0,3  | 0,5  | 0,9  | 0,5  | 0,0  | -0,4 | -0,5 |

(1) un signe positif indique un déficit courant, donc un besoin de financement.

(2) réserves à la B R I.

(3) un signe négatif indique une vulnérabilité nette.

Source : OCDE, *Financial Market Trends*, 45, février 1990.

## L'état de la réforme

Le nouveau gouvernement s'est engagé dans la réforme et la transition vers l'économie de marché. Il reconnaît le besoin d'établir les bases législatives et institutionnelles devant permettre de briser les monopoles, de libéraliser les prix et les échanges extérieurs. Mais la voie choisie pour y parvenir est progressive plutôt que brutale.

Quelques changements avaient déjà été introduits avant les événements de 1990. La réorganisation de l'industrie, par exemple, faisait partie du programme de réforme adopté par le Comité central en 1987 et avait commencé dès juillet 1988. Ce programme devait être introduit par étapes, avant la mise en application du neuvième plan quinquennal 1991-1995. L'un des problèmes majeurs était de réduire la taille des entreprises et ceci avait été partiellement réalisé par la suppression des associations et la création d'entreprises d'Etat. Aujourd'hui les petites entreprises peuvent jouer un rôle plus important dans la formation des entreprises coopératives ou même, dans une certaine mesure, des entreprises privées.

Une réforme du système de fixation centralisée des prix de gros a été approuvée le 1<sup>er</sup> janvier 1989. Le but était d'allouer un taux de profitabilité uniforme de 4,5 % au capital fixe. Cette réforme a échoué. Le problème est de savoir s'il y a lieu de développer ou pas un véritable marché du capital. Par ailleurs, les prix à la consommation sont toujours fixés de manière centralisée.

A la même date, un nouveau taux de change commercial concernant les échanges avec les pays non socialistes a été adopté (14,3 couronnes pour un dollar), de même que des mesures visant à affaiblir le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur. En particulier, pour encourager les exportations vers la zone convertible, les entreprises ont été autorisées à conserver une part de leurs recettes en devises convertibles.

En janvier 1989, une loi sur les *joint-ventures*, autorisant des participations étrangères majoritaires jusqu'à 99 % a été votée, alors que de 1987 à 1989, ces participations étaient limitées à 49 %. La loi permet le rapatriement des profits en devises convertibles mais pas la conversion en devises des profits en monnaie nationale. Les sociétés mixtes, au contraire des entreprises nationales, ne sont donc pas tenues de restituer à l'Etat une part de leurs revenus en monnaie convertible. En principe, la participation étrangère est autorisée dans tous les secteurs de l'économie, sauf ceux qui touchent à la défense et à la sécurité. Une autorisation est requise du ministère, qui doit statuer dans un délai de trois mois.

Une nouvelle loi abolissant les traditionnelles directives annuelles du plan et prévoyant des incitations à satisfaire la demande finale plutôt que les objectifs du plan a été votée en juin 1989.

En août 1989 un système de ventes aux enchères mensuelles des devises fortes a été créé. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990, les entreprises

peuvent émettre des obligations. De plus, quelques mesures ont été prises pour encourager l'autofinancement, l'idée étant que les investissements devraient être financés par les profits. Une réforme du système bancaire a également été entreprise en janvier 1990. Elle prévoit une banque centrale contrôlant le volume total des crédits à l'économie (*Statni Banka Cechoslovenke*), sept banques commerciales et une banque d'investissement. La création d'autres banques, incluant des *joint-ventures* bancaires, est aussi envisagée. Les banques sont considérées comme des entreprises autofinancées.

La loi sur les entreprises privées est entrée en vigueur en mai 1990. Elle autorise la propriété privée d'entreprises de production ou de distribution. L'agriculture et quelques secteurs professionnels comme ceux liés à la santé en sont exclus. Les entreprises privées ne seront pas soumises au plan.

Enfin la Tchécoslovaquie s'est déclarée candidate à l'entrée au FMI le 21 décembre 1989 et à la Banque Mondiale le 17 janvier 1990 ; elle en est devenue membre le 25 septembre. De plus l'horizon 2000-2005 a été retenu pour achever la convertibilité totale et on prévoit d'introduire la libre circulation du capital. La possibilité d'ouvrir un marché des actions est également envisagée.

*Achévé de rédiger le 28 septembre 1990.*

## Références bibliographiques et sources

BLAHA Jaroslav, 1986 : « Tchécoslovaquie », *Le courrier des Pays de l'Est*, n° 309-310-311, août-septembre-octobre ; Paris : CEDUCEE, La documentation française.

Economist Intelligence Unit, 1990 : *Czechoslovakia Country Report*, n° 1, janvier.

FMI, 1990 : *World Economic Outlook*, mai.

INED : *Annuaire statistiques*, différentes années et *Population et sociétés*, juillet 1989.

OCDE, 1990a : *Financial Market Trends*, n° 45, février.

OCDE, 1990b : *Perspectives économiques*, n° 47, juin.

ONU (UN) : *Annuaire statistiques*, différentes années.

ONU (UN), Economic Commission for Europe (ECE) : *Economic Survey of Europe*, différentes années.

PlanEcon : *Report*, différents numéros.